

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DIRECTION DES ARCHIVES

Centre des archives de la Courneuve

**Commission internationale
des Pyrénées**

1875 - 1930

296QO

Répertoire numérique détaillé

par

Adrien CASTEL, vacataire, sous la direction de
Céline BRUGEAT-PEUFFIER, responsable de fonds.

La Courneuve, 2023

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

Référence : FRMAE296QO.

Intitulé : Commission internationale des Pyrénées, 1875-1930.

Dates extrêmes : 1862-1930.

Niveau de description : sous-fonds.

Présentation, importance matérielle et support : 30 cartons Cauchard et 7 registres, soit 3,95 m. l.

Producteur : Délégation française de la Commission internationale des Pyrénées.

Histoire administrative du producteur : La Commission internationale des Pyrénées est une commission mixte créée à l'initiative du duc Decazes, ministre des Affaires étrangères français afin d'examiner les problèmes à l'origine des conflits transfrontaliers entre la France et l'Espagne. La compétence de cet organisme créé en 1875 à la suite d'incidents ayant eu lieu sur la partie occidentale de la frontière franco-espagnole s'est étendue à partir des années 1880 à l'ensemble des questions litigieuses touchant la frontière d'une mer à l'autre.

La commission était composée de huit membres, chaque délégation étant présidée par un diplomate ayant rang de ministre plénipotentiaire, auquel étaient adjoints des fonctionnaires représentant les ministères de l'Intérieur, des Finances et de la Marine. Du côté français, il s'agissait respectivement du sous-préfet de Bayonne (remplacé en 1880 par l'adjoint au maire de Bayonne), du directeur des Douanes, et du commandant du navire de guerre *L'Oriflamme* (remplacé en 1880 par *Le Javelot*), stationné dans l'embouchure de la Bidassoa. Chaque délégation avait un secrétaire chargé de rédiger les procès-verbaux des séances. Les délégations furent renforcées avant 1914 par des représentants des ministères de l'Agriculture, de la Guerre et des Travaux Publics alors que le rythme des réunions s'espaça : 13 séances en 1877, 5 séances en 1881, deux sessions annuelles d'une à deux séances dans les dernières années du XIX^e siècle. Les travaux de la commission furent interrompus aux cours de la Première Guerre mondiale, et seules trois sessions eurent lieu entre les deux guerres.

Les travaux de la Commission étaient suivis au sein du ministère des Affaires étrangères par la sous-direction du Midi. À partir des années 1990, les dossiers concernant les questions traités par la Commission internationale des Pyrénées sont regroupés dans la sous-série Europe/Espagne.

Modalités d'entrée : Versements administratifs en mai 1982 sous la cote 1931INVA, en mars 1991 sous la cote 1932INVA et en septembre 1997 sous la cote 2112INVA.

Mode de classement : Les deux versements 296QO et 308QONT, ainsi qu'une partie des volumes du 308QO ont été traités, reconditionnés et rassemblés sous la cote 296QO en mai 2023. Les dossiers ont été classés de manière thématico-chronologique en respectant le plan de classement proposé par la direction des archives en 1982¹.

Présentation du contenu : Le fonds s'ouvre par des éléments concernant la genèse, le fonctionnement et le personnel de la Commission internationale des Pyrénées (art. 1-5). Suivent des volumes et des liasses de correspondance des présidents et des membres de la Commission (art. 7-20) ainsi que les procès-verbaux des séances de la Commission entre 1876 et 1928 (art. 21-23).

¹ Note, n°348, note de la direction des Archives et de la documentation pour la Direction Europe, sous-direction méridionale, le 11 mai 1982. 471QO/1.

Commission internationale des Pyrénées

1851-1930

296QO

Ces sessions sont particulièrement rapprochées lors des premières années d'existence de la Commission afin de régler les affaires qui en étaient à l'origine. Les neuf sessions des années 1876-1877 (art. 21) portent ainsi sur deux affaires. La première est la prise en chasse en 1872 du navire *Saint-Pierre* par les douanes de Fontarabie qui s'était soldée par la mise à l'eau de son capitaine et à la saisie de la cargaison d'alcool qu'il transportait. La seconde est la saisie en 1874 par les autorités espagnoles du bateau *La Gracieuse* et la traduction de son capitaine devant le tribunal de Saint-Sébastien. Ces deux affaires posaient la question de la démarcation des eaux dans la baie du Figuier, traitée lors des sessions de 1878-1880. Les sessions suivantes (art. 21-23) abordent des problèmes aussi divers que la création d'un parc à huîtres sur la rive espagnole, la définition d'un projet de règlement de la pêche côtière sur les côtes océaniques, la prohibition de certains types de filets de pêche, l'entretien de l'île des Faisans, les contrats de pâturage ou encore la santé du bétail. Le fonds se termine par un certain nombre de dossiers thématiques relatifs à ces affaires traitées par la Commission. Ceux-ci s'organisent en deux grands ensembles : la Bidassoa (art. 24-34) et la frontière terrestre (art. 35-50).

Sources complémentaires :

37CP, Correspondance politique, Espagne, orig-1896.

18MD, Mémoires et documents, Espagne, orig-1896.

274QO, Fonds des limites, Espagne, orig-1933.

295QO, Commission de délimitations des Pyrénées, « fonds Callier », 1851-1870.

308QO, Correspondance de la Commission de délimitation des Pyrénées (1851-1869), volumes reliés.

295QO, Commission internationale des Pyrénées (1975-1930).

TRA16590001, Traité dit « des Pyrénées », 11 novembre 1659.

TRA18560007, Convention de délimitation territoriale entre la France et l'Espagne (« Traité des limites »), 2 décembre 1856.

TRA1858002, Acte additionnel du 28 décembre 1858.

TRA18590031, Acte additionnel du 31 mars 1859.

470QO/35 et 36, Archives du service géographique, frontière franco-espagnole,

482QO/7, Dossiers frontières du pôle géographique, frontière des Pyrénées.

Bibliographie :

Cordero Torres, José María, « El estatuto internacional de la frontera pirenaica occidental », *Revista española de derecho internacional*, 1, 1948, p. 143-163.

Casadevante Romani, Carlos Fernández de, *La frontera hispano-francesa y las relaciones de vecindad*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 1985.

Cordero Torres, José María, *Fronteras Hispanicas*, Madrid, Instituto de estudios políticos, 1960.

Descheemaeker, Jacques, « Une frontière inconnue : Les Pyrénées de l'Océan à l'Aragon », *Revue générale de droit international public*, 49, 1941-1945, p. 239-277.

Poumarède, Jacques, « Gérer la frontière : la Commission internationale des Pyrénées », *Itinéraire(s) d'un historien du droit : Jacques Poumarède, regards croisés sur la naissance de nos institutions*, Toulouse, Presses universitaires du Midi, p. 71-90.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

Remacha Tejada, José Ramón, « La frontera pirenaica », *Anuario de Derecho Internacional*, 2, 1975, p. 251-287.

Sahlins, Peter, *Boundaries: the Making of France and Spain in the Pyrenees*, Berkeley, University of California Press, 1991.

Sahlins, Peter, *Frontières et identités nationales : la France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Paris, Belin, 1996.

Sermet, Jean, « Le centenaire du traité des limites et la commission internationale de Pyrénées », *Revue de Comminges*, 83, 1970, p. 234-255.

Sermet, Jean, « Historique de la commission », *Revue d'histoire diplomatique*, 1976, p. 15-70.

Sermet, Jean, *La frontière hispano-française et les conditions de sa délimitation*, Lourdes, Amis du livre pyrénéen, 1983.

Accroissement ou éliminations : Fonds clos. Les documents doublons ont été éliminés (0.12 m.l).

Conditions d'accès : Les documents sont soumis aux délais de communicabilité des archives publiques prévus par le code du patrimoine.

Conditions de reproduction : La reproduction est libre pour les documents communicables dans les conditions prévues par le règlement de la salle de lecture.

Langue des documents : Français et espagnol.

Contrôle de la description : Sarah CLINET, conservateur en chef du patrimoine

Date de la description : décembre 2023

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

1-2 Histoire et fonctionnement : correspondance, notes, rapports, procès-verbaux, accords, circulaires, registres des traités, des conventions et de la correspondance de la commission.

1856-1929

1 Création et compétence. – Constitution de la Commission des Pyrénées, dont rapport du duc Louis DECAZES, ministre des affaires étrangères, au président de la République daté du 4 août 1875 relatif à la proposition de création d'une Commission mixte pour les Pyrénées. Correspondance du ministre d'État espagnol, Sigismundo MORET y PRENDERGOST avec l'ambassadeur de France à Madrid, Paul CAMBON, sur l'extension des pouvoirs de la Commission. Notes sur les moyens et les usages suivis par la Commission des Pyrénées (1875-1921). Étude d'Émile CHARVERIAT sur la Commission des Pyrénées « Ses origines, son histoire, sa compétence » (1929). Registres de correspondance reçue et émise (février 1885 – février 1887 et décembre 1905 – mars 1908).

1875-1929

2 Archives et recherches. – Remise des archives de la délégation française (décembre 1886 – mars 1894). Recueil de copie d'archives intitulé *Notes géographiques et diplomatiques relatives à la frontière franco-esp* (s.d). Actes internationaux, dont accords maritimes internationaux conclus par l'Espagne sur la pêche, le commerce, la navigation avec la France, l'Italie, la Norvège, le Portugal et la Russie afin de modifier la convention du 18 février 1886, accords transpyrénéens franco-espagnols sur la pêche, les câbles sous-marins, sur les droits et privilèges des frontaliers, la juridiction sur l'île de la conférence, disposition de la convention douanière du 13 juin 1903 étendues aux véhicules, aux abornements (bornes 579 et 580), délimitation frontalière dans le tunnel de Somport (juin 1858-juin 1928). Volume relié rassemblant les copies des traités et des conventions sur la frontière franco-espagnole (décembre 1856 – novembre 1903).

1856-1909

3-6 Personnel.

1876-1929

3 Présidents. – Délégation française, nomination, lettre de mission et délégation de compétence, déplacements, décorations (1886 - 1925). Délégation espagnole, nominations, déplacements et décorations (1886-1927).

1885 – 1927

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

- 4 Commandants des stationnaires.** – Commandement français, nominations, mandat du commandement, maintien et réorganisation de la représentation militaire et du changement de stationnaire et décorations (avril 1879 – février 1928). Commandement espagnol, nominations et décorations (août 1881-mai 1929).
1879 – 1929
- 5 Autres délégués.** – Nominations, distinctions et adjonctions de délégués.
1876 – 1927
- 6 Protocole.** – Immunités diplomatiques, avantages fiscaux et passeports accordés aux présidents, commandants stationnaires et secrétaires des délégations.
1902-1903 ; 1919-1929
- 7-20 Correspondance de la délégation française.**
1876-1911
- 7-13 Correspondance générale : volumes reliés.**
1872-1894
- 7** M. LE SOURD, le vicomte de SAINT FERREOL, M. de PONTECOULANT
1872-1877
- 8** M. GAVARD et M. VILLEFORT
1878-1880
- 9** M. VILLEFORT
1881-1882
- 10** M. VILLEFORT et le comte de MONTHOLON
1883-1885
- 11** Le comte de MONTHOLON et M. LAVERTUJON
1886-1887
- 12** M. PATENOTRE, M. ORDEGA et M. CLAVERY
1888-1892
- 13** M. CLAVERY, M. MAILLARD et M. DUCLERE
1893-1894

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

- 14-17 Correspondance du président de la délégation avec le Département.** – Direction politique sous-direction du Midi et direction des consulats, sous-direction des affaires commerciales : dépêches, notes, projets d'accord.
1876-1906
- | | |
|-----------|--------------|
| 14 | 1876-1880. |
| 15 | 1881-1885. |
| 16 | 1886-1895. |
| 17 | 1896 – 1912. |
- 18 Registres.** – Correspondance avec le Département et copies de procès-verbaux des séances de la Commission : registre « n° 6 » (1885-1894) ; registre n° 4 (1902-1904).
1885-1904
- 19 Correspondance avec le président de la délégation espagnole :** notes, lettres, cartes de visite (1879-1907). Registre des dépêches « n° 9 » (1896-1905).
1879-1907
- 20 Autres correspondances.** – Membres et secrétaire de la Commission (1885-1888). Direction des douanes de Bayonne (1886-1906). Préfectures, dont sous-préfecture de Bayonne (1880-1898, 1906). Divers, dont particuliers (1886-1911).
1885-1911
- 21-23 Sessions de la Commission.** – Correspondance, dossier préparatoire, projet d'ordre du jour, procès-verbaux, modèle de contrat de facerie, organisation matérielle des réunions².
1876-1928
- | | |
|-----------|---|
| 21 | Liasses (1876-1884). Registre « n° 2 », procès-verbaux 1 à 98 (avril 1876 - février 1893). Registre « n° 3 », procès-verbaux 99 à 139 (septembre 1894 - avril 1907). Registre « n° 5 », procès-verbaux 140 à 144 (avril 1908-septembre 1913).
1876-1913 |
| 22 | Liasses de procès-verbaux (n° 101 à 144).
1895-1913 |
| 23 | Liasses. Préparation des réunions, travaux et procès-verbaux (n° 145 à 148).
1921-1927 |

² Pour les ordres du jour des sessions, nous renvoyons à l'annexe de cet instrument de recherche, p. 13.

24-34 La Bidassoa.

1878-1929

- 24 Missions des stationnaires français et espagnols dans la Bidassoa.** – Délimitation de la frontière maritime, réglementation de pêche, missions de police et de sauvetage dont aide apportée par le stationnaire espagnol aux marins français, communication auprès des riverains des actes réglementaires, réunions entre commandants, réunions avec les délégués des communes riveraines.

1885-1927

- 25-27 Délimitation de la frontière maritime et aménagement du territoire :** correspondance, notes, plans, cartes, rapports, photographies aériennes, procès-verbaux, accords, textes réglementaires, projet de loi, bulletin des lois, coupure de presse.

1878-1929

- 25 Dossier général.** – Exploitation et suppression du bac de l'hôpital Saint-Jacques (mars-août 1885). Extraction du gravier de la Bidassoa par la Compagnie du Midi (août 1885 – septembre 1885). Mise en place de balises d'abornement de la frontière (janvier 1897 – juillet 1897). Projet de touage à vapeur (janvier 1901 – avril 1902). Exploitation des carrières de Biriadou (janvier 1910 – mars 1916). Reportage photographique aérien du chenal et de la baie de la Bidassoa (novembre 1929).

1885-1929

26-27 Communes frontalières.

1879-1929

- 26 Hendaye-plage.** – Tracé d'un nouveau chenal, travaux d'endigage et aménagement de terrains gagnés à l'embouchure de la Bidassoa par la Société foncière d'Hendaye (juillet 1879 – mai 1909 ; mars 1920 – mars 1926). Construction et règle d'exploitation du pont international Irun-Hendaye (janvier 1910 – juillet 1918).

1879-1918

- 27 Fontarabie.** – Urbanisation de la commune (avril 1907 – octobre 1908). Pont de Fontarabie (août 1926 – février 1929).

1907-1929

- 28 La Baie du Figuier.** – Délimitation des eaux territoriales, droits de juridiction territoriale, régime de surveillance de la zone commune, réglementation en matière de pêche.

1876-1928

- 29 L'île des Faisans.** – Exercice de la juridiction sur l'île (décembre 1899 – novembre 1902). Travaux d'entretien et de rénovation (juillet 1904 – janvier 1926).

1899-1926

- 30-34 Pêche dans la Bidassoa** : correspondance, notes, rapports, actes réglementaires internationaux dont la convention du 10 mai 1890 sur la répression de la contrebande, procès-verbaux n° 34 session mai 1878 et n° 39-40 session mars 1879, coupures de presse, projets de loi et règlements.

1886-1928

30-32 Réglementation générale.

1862-1929

30 1862-1888.

31 1894-1921.

32 1922-1929.

- 33 Pêches spécifiques.** – Importation en franchise de sardines espagnoles (juillet 1883 – février 1901). Création d'un laboratoire international de pisciculture pour la reproduction et la propagation du saumon (novembre 1888 – mars 1891). Pêche du saumon (novembre 1895 – août 1928). Pêche des huîtres (novembre 1893 – novembre 1906).

1883-1928

- 34 Contentieux.** – Interdiction de certains types de filets de pêche (1894-1928). Règlement pour la répression de la contrebande (1878-1895). Incidents de pêche (1886-1908). Réclamations des riverains de la Bidassoa, dont affaire « Silhouette » en 1885, réclamations de propriétaires et de la municipalité de Biriadou, propositions de modification du règlement de la pêche par les communes riveraines de la Bidassoa, application de la franchise douanière à la commune d'Hendaye (janvier 1885 – août 1906).

1894-1908

35-50 Frontière terrestre.

1893-1930

- 35-37 Règlements douaniers internationaux et contrats intercommunaux de pâturage.** – Harmonisation des contrats de facerie, de pacage, définition du terme « frontalier », campagne de vaccination du bétail, droit de passage pour les véhicules, loi sur la délivrance des acquits-à-caution : correspondance, note, modèle de contrat, extrait du registre des délibérations de conseils communaux de la vallée de Roncal et la vallée de Barétous de 1375.

1893-1929

35 Novembre 1895 – février 1904.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

- 36** Mars 1904 – décembre 1922.
- 37** Janvier 1923 – novembre 1929.
- 38-41** **Délimitation de la frontière.** – Correspondance, notes, relevés cadastraux de propriétés, cartes, procès-verbaux de la commission d'enquête, photographies.
1880-1930
- 38-39** **Amers et bornes.** – Construction et entretien.
1880-1930
- 38** 1890 – 1902.
- 39** 1903 – 1930.
- 40** **Passage de la frontière sur des propriétés coupées par la frontière.** – Régime douanier et statuts.
1897-1904
- 41** **Voies de communication.** – Routes et voies de tramway, construction, entretien et exploitation.
1905-1921
- 42-44** **Incidents à la frontière.** – Contentieux relatif à l'application des règlements douaniers, plaintes et réclamations de particuliers et de communes frontalières. Violation de territoire par des militaires, saisie de bétail par la douane espagnole, réclamation de particuliers contre la douane et son application des accords internationaux, incidents entre particuliers : correspondance, note.
1880-1926
- 42** 1880-1902.
- 43** 1902-1909.
- 44** 1910-1926.
- 45-47** **Pays-Quint.** – Rectification de la frontière, réclamations des vallées du pays de Cize, de Baïgorry, de la commune de Larrau revendication du service de douane de Valcarlos, saisies de bestiaux, application du traité de 1856 entre la France et l'Espagne relatif au droit de pacage et paiement de la redevance annuelle aux espagnole contre le droit de dépaissance, application des articles 18 et 19 modifiés du traité de limites du 5 décembre 1856 aux propriétés françaises situées en Pays Quint espagnol, répression en Pays Quint par l'administration forestière espagnole, statut des propriétés de fonds en Pays Quint espagnol, règlement du contrat de compascuit : correspondance, note, mémoire, coupures de presse.

Commission internationale des Pyrénées

1851-1930

296QO

- 45** 1881-1910.
- 46** 1911-1918.
- 47** 1919-1929.
- 48** **Val d'Aran.** – Application et opposition à l'accord du 4 mai 1899 au Val d'Aran, circulation des attelages de bœufs, réclamation contre la douane de Perpignan, passeport frontalier facilitant le passage pour les habitants du Val d'Aran et proposition de création d'une agence consulaire à Viella, question du rattachement du Val d'Aran à la France, ravitaillement du Val d'Aran, projets d'aménagement du territoire, d'exploitation des ressources, de déboisement et de développement des voies de communication, passage de la frontière par des militaires espagnols : correspondance, notes, carte sur la rétrocession du Val d'Aran, coupures de presse, rapport de l'ingénieur en chef du service de la navigation de la Garonne.
1903-1929
- 49** **Enclave de Llivia.** – Contentieux entre les communes de Llivia et d'Err (juillet 1885 - novembre 1886). Projet de création d'une agence consulaire à Puigcerdá (septembre 1899 - janvier 1900). Utilisation par les frontaliers des chemins libres de Llivia et de Puigcerdá (octobre 1901 – juin 1905). Application des accords franco-espagnols à l'enclave de Llivia, dont étude sur les vallées d'Andorre et l'enclave de Llivia du député BROUSSE (octobre 1901 - avril 1910). Réclamations particulières (1905-1910). Pacage en France du bétail de Llivia (juin 1916 – juillet 1917). Projet de rattachement de l'enclave Llivia à la France en guise de compensation face aux revendications de l'Espagne sur Tanger (décembre 1918 – septembre 1926). Route entre Llivia et l'Espagne (avril 1926 – janvier 1927) : correspondance, note, carte routière.
1885-1927
- 50** **Commission internationale pour la traversée des Pyrénées centrales.** – Travaux ferroviaires projetés des lignes dont celles Ripoll – Puigcerdá, Ballager – Puigcerdá, Ax-les-Thermes – Ripoll, Oloron – Zuera, Saint-Girons – Sort, des voies ferrées au Maroc : correspondance, notes, cartes, coupures de presse (1902-1912). Procès-verbaux des sessions de la commission (1903, 1904, 1907, 1908, 1909 et 1912), annexe au procès-verbal de la session 1907 : « étude de la mise à 3 rails des voies ferrées entre Saint-Sébastien et Biarritz », (1903-1912). Rapport n° 2420 fait au nom de la commission des Travaux publics, des chemins de fer et des voies de communication (huitième législature session 1905) portant sur l'examen du projet de loi d'approbation de la Convention entre la France et l'Espagne sur l'établissement de communication par voie ferrée à travers les Pyrénées centrales (1905).
1903-1912

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

Annexe 1 : Présentation des sessions de la Commission internationale des Pyrénées

Cote	Sessions
296QO/21	Session avril-mai 1876. – Procès-verbaux n° 1, 2, 3, 4, 5 et 6 relatifs à l'affaire du bateau le « Saint-Pierre ».
	Session juin 1876. – Procès-verbaux n° 7 et 8 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse ».
	Session juillet 1876. – Procès-verbaux n° 9 et 10 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse » et à la violation du territoire du 13 janvier 1875.
	Session octobre 1876. – Procès-verbaux n° 11 et 12 relatifs aux violations du territoire des 13 et 27 janvier 1875 et à l'immatriculation des barques sur la Bidassoa.
	Session novembre 1876. – Procès-verbaux n° 13, 14, 15 et 16 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse ».
	Session février 1877. – Procès-verbaux n° 17, 18 et 19 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse ».
	Session mars 1877. – Procès-verbaux n° 20, 21 et 22 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse ».
	Session juillet 1877. – Procès-verbaux n° 23, 24, 25, 26 et 27 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse » et à l'immatriculation des barques de la Bidassoa.
	Session août 1877. – Procès-verbaux n° 28 et 29 relatifs à l'affaire du bateau « la Gracieuse ».
	Session mars 1878. – Procès-verbaux n° 30, 31 et 32 relatifs à la délimitation des eaux dans la baie du Figuier et sur la contrebande dans la Bidassoa.
	Session octobre 1878. – Procès-verbaux n° 33, 34, 35, 36 et 37 relatifs à la délimitation des eaux dans la baie du Figuier et sur la contrebande dans la Bidassoa.
	Session mars 1879. – Procès-verbaux n° 38, 39, 40 et 41 relatifs à la délimitation des eaux dans la baie du Figuier et au mémorandum sur les mesures à prendre pour la répression de la contrebande.
	Session juillet 1879. – Procès-verbal n° 42 relatif à la démarcation de la zone commune dans la baie du Figuier, à l'obligation d'un visa douanier pour le transit de marchandise par le pont de Béhobie.
	Session septembre 1879. – Procès-verbal n° 43 relatif à la démarcation de la zone commune de la baie du Figuier et à l'établissement de ses signaux.
	Session octobre 1879. – Procès-verbal n° 44 relatif au rapport sur les travaux à réaliser et les dépenses engendrées pour la démarcation des eaux dans la baie du Figuier.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

	Session janvier 1880. – Procès-verbaux n° 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51 relatifs à l'avancement de la construction des amers dans la baie du Figuier, à l'enquête sur la pêche dans la Bidassoa et aux plaintes et vœux exprimés par les représentants des communes riveraines à propos de la pêche du saumon, de la pêche des autres poissons, de l'exécution du règlement de pêche et des contraventions.
	Session avril 1880. – Procès-verbaux n° 52, 53 et 54 relatifs à l'avancement de la construction des amers, au remaniement du règlement de 1872 abordant l'exploitation du pont de Béhobie, à la nouvelle enquête sur la pêche auprès des représentants des communes riveraines et au règlement définitif pour la surveillance de la zone commune.
	Session juillet 1880. – Procès-verbal n° 55 relatif au changement de place pour la construction d'un amer en zone espagnol.
	Session septembre 1880. – Procès-verbaux n° 56 et 57 relatifs à la révision du règlement de pêche, au projet d'arrangement relatif au transport de marchandise d'une rive à l'autre de la Bidassoa, au régime de juridiction dans la baie du Figuier et à la mise à exécution de l'arrangement de 1879.
	Session janvier 1881. – Procès-verbal n° 58 relatif à la construction d'un parc à huîtres sur la rive espagnole et à la révision du règlement de pêche du 1 juin 1858.
	Session février 1881. – Procès-verbal n° 59 relatif à la réclamation des femmes de Biriadou, à la révision du règlement de pêche de 1858 et à la révision de l'arrangement de 1872 présentant les mesures à prendre pour la répression de la contrebande dans la Bidassoa.
	Session mars 1881. – Procès-verbal n° 60 relatif à la réclamation des femmes de Biriadou, au parc à huîtres et au projet de règlement pour la répression de la contrebande dans la Bidassoa.
	Session juillet 1881. – Procès-verbaux n° 61 relatif au projet de règlement pour la répression de la contrebande dans la Bidassoa.
	Session décembre 1881. – Procès-verbal n° 62 relatif à la révision du règlement de pêche de 1858.
	Session juin 1882. – Procès-verbaux n° 63 et 64 relatifs au traité de commerce du 6 février 1882 et au projet de règlement relatif à la répression de la contrebande dans le Bidassoa.
	Session novembre 1882. – Procès-verbal n° 65 relatif à la révision du règlement de pêche de 1858 et au régime de surveillance des eaux dans la zone commune de la baie du Figuier.
	Session avril 1883. – Procès-verbaux n° 66 et 67 relatifs à la modification du règlement de pêche de 1858 et au projet de règlement de pêche côtière traitant de la pêche dans les eaux territoriales, de la pêche au-delà des eaux territoriales et de la restitution des objets perdus en mer.
	Session octobre 1883. – Procès-verbal n° 68 relatif au règlement de pêche côtière et au projet de révision du règlement de pêche dans la Bidassoa.
	Session juin 1884. – Procès-verbal n° 69 relatif au règlement de pêche dans la Bidassoa.
	Session décembre 1884. – Procès-verbal n° 70 relatif aux incidents entre pêcheurs et garde-côtes, à la construction d'amers au Cap Cerbère et au règlement de pêche dans la Bidassoa.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

	Session mars 1885. – Procès-verbaux n° 71 et 72 relatifs à la réparation des amers, au règlement de pêche côtière, à l'examen des résultats de la réunion des délégués municipaux et à l'étude d'une demande de dragage du gravier de la Bidassoa par la Compagnie des chemins de fer du Midi.
	Session septembre 1885. – Procès-verbal n° 73 relatif à l'affaire SILHOUETTE, à la demande de la Compagnie des chemins de fer du Midi d'extraction du gravier de la Bidassoa, au débat autour d'un projet de règlement de pêche côtière centré sur les côtes océaniques et à l'adoption de modifications du règlement de pêche (articles 10 et 33).
	Session février 1886. – Procès-verbaux n° 74, 75, 76 et 77 relatifs à la révision du règlement de pêche dans la Bidassoa, à l'application de la convention du 18 février 1886, à l'entretien des amers, au projet d'établissement d'un service d'avertissement météorologique, à la répression de la contrebande et au dragage du gravier de la Bidassoa par la Compagnie des chemins de fer du Midi.
	Session mai 1886. – Procès-verbal n° 78 relatif à l'extraction du gravier de la Bidassoa par la Compagnie des chemins de fer du Midi.
	Session octobre 1886. – Procès-verbal n° 79 relatif à l'affaire de la traînière « l'Union », à la protection des frayères, aux amers, au projet de nouveau règlement sur le trafic dans la Bidassoa et à la réglementation de la surveillance des eaux communes de la baie du Figuier.
	Session février 1887. – Procès-verbal n° 80 relatif aux difficultés d'interprétation et d'application de l'article 10 du règlement de février 1886 portant sur le tirage au sort des tours de pêche.
	Session avril 1887. – Procès-verbal n° 81 relatif à la révision de l'article 10 du règlement de février 1886 et à la consultation des communes riveraines sur les modifications élaborées.
	Session octobre 1887. – Procès-verbal n° 82 relatif aux modifications proposées du règlement de pêche de février 1886 (articles 1, 9, 10, 16, 17, 26 et 29).
	Session janvier 1888. – Procès-verbal n° 83 relatif à l'adhésion des délégués des municipalités riveraines aux modifications apportées au règlement de pêche de février 1886.
	Session juillet 1888. – Procès-verbal n° 84 relatif à diverses questions formulées par des riverains sur l'application du règlement de pêche, sur le droit de pêche dans les bras de la Bidassoa et au projet de règlement pour la répression de la contrebande.
	Session septembre-octobre 1889. – Procès-verbaux n° 85 et 86 relatifs au droit de pêche dans le bras de la Bidassoa à Irun, au rapport des commandants de stationnaires, au projet de laboratoire de pisciculture et au projet de règlement pour la répression de la contrebande.
	Session mai 1890. – Procès-verbal n° 87 relatif au règlement sur la répression de la contrebande, au droit de pêche dans les bras de la Bidassoa.
	Session novembre 1890. – Procès-verbaux n° 88 et 89 relatifs au droit de pêche dans les bras de la Bidassoa, au projet de règlement administratif pour l'application de la convention douanière, au projet d'accord sur le régime de surveillance des eaux communes de la baie du Figuier et au projet de laboratoire de pisciculture.
	Session janvier-février 1891. – Procès-verbaux n° 90, 91 et 92 relatifs au droit de pêche dans les bars de la Bidassoa, au tension entre pêcheurs, à la pêche dans les zones nationales de la baie du Figuier, au projet d'accord sur le régime de surveillance des eaux communes de la baie du Figuier et à l'enquête menée sur les points de pêche bloquant les débats et l'avancement des travaux de la commission ainsi que l'application du règlement de pêche de février 1886.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

	Session mars 1891. – Procès-verbaux n° 93 et 94 relatifs au rapport technique des commandants de stationnaires sur le régime des eaux communes et de la pêche dans la Bidassoa, au projet de laboratoire de pisciculture et à la modification du traité de pêche sur le droit de pêche dans les canaux et bras de la Bidassoa et les eaux territoriales de la baie du Figuier.
	Session juin 1892. – Procès-verbaux n° 95 et 96 relatifs au projet d'urbanisation de la ville d'Hendaye, à l'examen de l'étude produite par les commandants de stationnaires sur les travaux de délimitation du lit de la Bidassoa et à la communication des dates de séance de la commission aux maires des communes riveraines afin de les convier ou de recevoir leurs vœux et réclamations.
	Session février 1893. – Procès-verbaux n° 97 et 98 relatifs au projet de délimitation nouvelle du lit de la Bidassoa, à l'avancement de la date d'ouverture de la pêche des huitres et au <i>modus vivendi</i> sur l'importation en franchise prévue par l'article 2 de la convention sur la pêche dans la Bidassoa.
	Session septembre-octobre 1894. – Procès-verbaux n° 99 et 100 relatifs au projet de construction d'un quai à Hendaye, au projet de déclaration fixant une nouvelle date pour l'ouverture de la pêche des huitres, à la rectification de la délimitation des eaux territoriales dans la baie du Figuier, aux plaintes des riverains contre la douane espagnole et à la pétition des frontaliers contre le régime douanier.
296QO/22	Session septembre 1895. – Procès-verbaux n° 101, 102 et 103 relatifs aux questions de pêches soulevées par les délégués des communes riveraines de la Bidassoa, aux frontaliers, aux ordonnances douanières et aux traités de pâturage.
	Session juillet 1896. – Procès-verbaux n° 104 et 105 relatifs à la pétition des propriétaires et loueurs de voitures de Saint-Jean-de-Luz contre la douane de Béhobie, à l'application des règlements douaniers et le renouvellement des contrats de pâturage.
	Session juin 1897. – Procès-verbaux n° 106 et 107 relatifs à la gratuité de la passe, au renouvellement des contrats de facerie et au modèle des contrats de pâturage, à la réclamation de conducteurs de troupeaux espagnols contre certaines exigences de la douane française et aux difficultés entre les communes de Barétous et Roncal.
	Session novembre 1897. – Procès-verbaux n° 108 et 109 relatifs au cérémonial de la réunion de La Pierre Saint-Martin et à la nécessité de rédiger un projet de contrat de pâturage ou facerie type, à la demande des habitants de Barétous touchant le cérémonial de La Pierre Saint-Martin, à la délivrance des acquits à caution et au projet de réglementation douanière.
	Session mai 1898. – Procès-verbaux n° 110 et 111 relatifs au modèle de contrat de pâturage, à la chute de la borne frontière n° 579, aux accords douaniers et aux droits concédés par les traités aux frontaliers en matière de contrat de facerie.
	Session octobre 1898. – Procès-verbaux n° 112 et 113 relatifs au modèle de contrat de pâturage, à la borne n° 579, aux réclamations des habitants de la Vallée de Baigorri contre certains procédés vexatoires des douaniers espagnols et au texte de l'accord qui a pour objet de fixer l'interprétation des traités de facerie.
	Session mai 1899. – Procès-verbaux n° 114 et 115 relatifs aux droits et privilèges des frontaliers qui envoient pacager leur bétail hors de la frontière en vertu des contrats de facerie, à la juridiction qu'il y a lieu d'appliquer aux crimes ou délits commis dans l'île des Faisans et à la modification de l'article 4 de la Convention du 18 février 1886.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

	Session octobre 1899. – Procès-verbaux n° 116 et 117 relatifs à la modification de l'article 4 de la Convention du 18 février 1886 et la juridiction dans l'île des Faisans, au modèle de contrat de pâturage et à la prohibition de la pêche des huîtres pour l'année 1900.
	Session septembre 1900. – Procès-verbaux n° 118 et 119 relatifs à la pêche des huîtres pour la saison 1901, à l'abornement de la frontière entre les bornes 579 et 580 et 297 et 298, à la fixation des mêmes époques d'ouverture et de fermeture de la pêche du saumon sur tout le cours de la Bidassoa, au garde-pêche unique pour les deux nations, à l'abornement, à la juridiction dans l'île des Faisans et au modèle de contrat de facerie.
	Session mars 1901. – Procès-verbaux n° 120 et 121 relatifs à la fixation des périodes d'ouverture et de fermeture de la pêche du saumon sur tout le cours de la Bidassoa, à l'abornement, à l'autorisation de passer en Espagne par les points dénommés Lastaola et Charadi, à la révision de l'article 4 de la Convention du 18 février 1886, à la prohibition du filet « saré-chechia », à la surveillance de la pêche et à l'établissement d'un service de touage à vapeur sur la Bidassoa.
	Session novembre-décembre 1901. – Procès-verbaux n° 122 et 123 relatifs à la prohibition du « saré-chechia », à la réclamation des habitants de la Cerdagne française contre l'administration douanière espagnole, à l'intérêt qu'il y aurait à distribuer aux municipalités françaises et espagnoles le texte dans les deux langues des traités et convention, aux contrats de pâturage, à l'article 21 du traité du 26 mai 1866 concernant la liberté pour les Français d'user des chemins qui traversent les territoires de Llivia et Puigcerdà, à l'abornement et à la plainte des habitants du pays de Cize contre la douane espagnole.
	Session août 1902. – Procès-verbaux n° 124, 125, 126, 127, 128 et 129 relatifs à la conférence douanière, au projet de convention franco-espagnole harmonisant les deux droits douaniers sur la circulation des véhicules et le passage du bétail allant pacager, au projet d'articles de convention traitant des acquits à caution, à l'adjudication des pâturages de la montagne d'Ossouë entre les vallées de Barègues et de Broto et au droit de pacage des propriétés traversées par la frontière.
	Session juin 1902. – Procès-verbaux n° 130, 131 et 132 130 relatifs à l'exercice des droits de police dans l'île de la Conférence et à la pêche des huîtres dans la Bidassoa, à la prohibition du filet « chinga », au projet de règlement douanier commun aux deux pays concernant les véhicules à traction mécanique et à la délimitation de la frontière entre les bornes 579 et 580.
	Session octobre 1905. – Procès-verbaux n° 133 relatif au projet de convention douanière, aux travaux de restauration à effectuer dans l'île des Faisans et à la question des propriétés coupées par la frontière.
	Session février 1906. – Procès-verbaux n° 134 et 135 relatifs à la question des vallées de Broto et de Barègues au point de vue de l'adjudication des pâturages d'Ossouë, à la question de la pêche dans la Bidassoa et aux véhicules à traction mécanique.
	Session juin 1906. – Procès-verbaux n° 136 et 137 relatifs aux modifications apportées aux conventions des 18 février 1886 et janvier 1888, à l'amendement concernant les faceries de « Soleil à soleil », à l'acte additionnel du 26 mai 1866 concernant le passage d'un troupeau d'un pays dans l'autre.
	Session avril 1907. – Procès-verbaux n° 138 et 139 relatifs à la borne numéro 379bis, à la convention relative à l'ouverture de la pêche des huîtres et aux pâturages d'Ossouë et aux travaux à effectuer en vue de la conservation de l'île des Faisans.

Commission internationale des Pyrénées
1851-1930
296QO

	Session avril 1908. – Procès-verbal n° 140 relatif aux travaux dans l'île des Faisans, à l'adjonction à la commission des ingénieurs en chef des Basses-Pyrénées et de la province de Guipúzcoa, au projet d'urbanisation de la ville de Fontarabie et à la pêche aux huîtres.
	Session octobre 1909. – Procès-verbal n° 141 relatif à la révision des zones de juridiction dans la baie du Figuier.
	Session décembre 1911. – Procès-verbaux n° 142 et 143 relatifs à la révision des zones de juridiction dans la baie du Figuier.
	Session septembre 1913. – Procès-verbal n° 144 relatif à la modification des territoires de pêche dans la baie du Figuier et à la prohibition du filet « chinga ».
296QO/23	Session novembre 1921. – Procès-verbaux n° 145, 146 et 147 relatifs à la prohibition de la « chinga », à la police dans la baie du Figuier, à la vaccination des ovins, au pacage du pays Quint, aux propriétés traversées par la frontière, aux passeports et entrées des automobiles en Espagne et à la délivrance et exigibilité des acquits-à-caution.
	Session août 1927. – Procès-verbaux n° 148 et 149 relatifs à la prohibition de la « chinga », à l'abaissement de la taille minimum du poisson, à l'ouverture de la pêche au saumon, au déplacement des amers, à l'établissement d'une zone libre de pêche, à la route de Camprodon à la frontière française, au différend entre les vallées de Broto et de Barègues, à la concession à la Compagnie des Chemins de Fer du Midi de terrains dépendant du lit de la Bidassoa, à la délimitation du sommet de la Rhune, au vœu de la commune de Sare au sujet de la délivrance des passavants, au certificat des visites et de santé des troupeaux, au Pays Quint.